

# **De la dépendance choisie à la dépendance subie : la Biélorussie dans l'orbite russe**

Une Analyse réalisée pour BARA

<b>Résumé introductif</b>	<b>3</b>
<b>I. Les exercices militaires conjoints de mai 2026 : une démonstration de force aux contours poreux</b>	<b>4</b>
A. Un exercice inédit dans un contexte de guerre en Ukraine prolongée : forces mobilisées, calendrier et mise en scène diplomatique :	4
B. Le déploiement des Iskander à ogives nucléaires en Biélorussie comme prolongement de l'intégration nucléaire russo-biélorusse :	4
C. Une finalité stratégique délibérément opaque : dissuasion envers l'OTAN, pression communicationnelle, ou signal intérieur russe ?	5
<b>II. Une dépendance structurelle construite sur la durée : comment Minsk s'est progressivement retrouvé absorbé par Moscou</b>	<b>7</b>
A. L'année 2020 comme point de départ : de la neutralité de fait à la vassalisation contrainte :	7
B. La fusion militaire progressive : des exercices Zapad à la plateforme d'invasion de 2022 :	8
C. L'énergie comme volet de domination : une dépendance totale de la Biélorussie aux hydrocarbures et aux combustibles nucléaires russes :	10
D. Une économie de facto sous tutelle : commerce captif, dette souveraine et reconversion industrielle de guerre :	12
E. Le volet idéologique : le projet poutinien de nation trinitaire et la Biélorussie comme composante d'un récit civilisationnel :	14
<b>III. L'équilibrage tactique de Loukachenko : un vassal qui négocie la longueur de sa laisse</b>	<b>16</b>
A. Le refus constant d'engager des soldats biélorusses en Ukraine comme ultime ligne rouge préservée pour l'heure :	16
B. Zapad 2025 et la diplomatie des prisonniers : quand Loukachenko obtient de Moscou la permission de se montrer raisonnable :	17
C. Flatter Trump et rassurer Poutine : la mécanique d'un équilibriste sous contrainte soucieux d'assurer la stabilité de son régime :	19
<b>Pour conclure :</b>	<b>21</b>
<b>Bibliographie indicative</b>	<b>23</b>

---

## Résumé introductif

Un constat assez troublant se fait jour quand on regarde rétrospectivement l'évolution de la situation de la Biélorussie. En 2015, le président biélorusse Loukachenko était salué par les chancelleries occidentales pour ses efforts de conciliateur en accueillant dans sa capitale la tenue des négociations entre Russes, Ukrainiens et Européens en vue de la signature des Accords de Minsk. Onze ans plus tard, les observateurs internationaux retrouvent un président biélorusse bien plus affaibli, supervisant aux côtés de Vladimir Poutine les plus importants exercices nucléaires conjoints organisés depuis 2022 dans un contexte de difficulté croissante pour l'armée russe dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

Pour identifier le processus ayant amené à cette brutale transition, la chercheuse Hanna Lioubakova choisit de parler de « *subjugation sans annexion* ». Un mécanisme qui s'est mis en marche dans l'immédiate continuité des contestations du résultat des élections présidentielles d'août 2020, au cours desquelles le régime de Loukachenko a bien failli vaciller face à l'action d'une opposition démocratique déterminée et organisée. Déjà proche de la Russie lors de ses premiers mandats du fait des liens associant les deux pays depuis la chute de l'URSS, Loukachenko n'a pas vu d'autre solution que d'appeler le Kremlin à la rescousse de son autorité. Bien que Vladimir Poutine ait officiellement justifié cette aide en appuyant sur la fraternité liant historiquement Russes et Biélorusses, il s'est avéré avec le recul que cette intervention comportait un prix conséquent à payer : celui d'un renforcement de l'influence russe sur l'économie, le commerce et la politique étrangère d'une Biélorussie se trouvant au pied du mur.

Cette situation initiale constitue donc le point de départ de cette évolution débouchant sur l'évènement ayant motivé la rédaction de cette analyse. Du 19 au 21 mai 2026, les ministères russes et biélorusses ont communiqué sur la tenue d'exercices militaires conséquents, mobilisant pas moins de 65 000 soldats et impliquant la manipulation d'arsenaux nucléaires sensibles. Ces manœuvres ont été perçues en Europe comme une réaction aux attaques massives de drones ukrainiens sur Moscou et ont fait craindre l'éventualité d'une préparation d'offensive depuis le Nord. Mais au-delà de la simple présentation des différents aspects techniques, matériels et de la portée diplomatique et stratégique de ces exercices, c'est véritablement l'identification des contours et des nuances inhérentes à l'asymétrie structurelle russo-biélorusse qui va intéresser le fil conducteur de cette analyse. En substance, dans quelle mesure la dépendance structurelle de la Biélorussie à la Russie reflète-t-elle une absorption subie ou une stratégie de survie délibérément négociée par Loukachenko ? Après avoir établi les différents aspects et les ambiguïtés des exercices militaires de mai 2026 comme révélateur de l'état de la relation russo-biélorusse actuelle, il sera nécessaire d'examiner l'engrenage structurel par lequel cette dépendance s'est construite sur la durée, avant de déterminer en quoi cette « vassalisation » apparente dissimule en réalité une stratégie d'équilibrage tactique par laquelle Loukachenko cherche à négocier les termes de sa subordination plutôt qu'à la subir passivement.

---

## **I. Les exercices militaires conjoints de mai 2026 : une démonstration de force aux contours poreux**

### **A. UN EXERCICE INÉDIT DANS UN CONTEXTE DE GUERRE EN UKRAINE PROLONGÉE : FORCES MOBILISÉES, CALENDRIER ET MISE EN SCÈNE DIPLOMATIQUE :**

Les 18 et 19 mai 2026, alors que Vladimir Poutine rend visite à son allié Xi Jinping à Pékin, les ministères de la Défense biélorusse et russe ont annoncé de façon décalée la tenue d'exercices militaires coordonnés à grande échelle mobilisant des moyens conséquents. Pour Minsk, l'objectif officiel des manœuvres résidait dans la « *vérification de la disponibilité des troupes et l'organisation de l'emploi au combat depuis des zones non-préplanifiées* ». Du côté de Moscou, les moyens investis visaient formellement à « *préparer les forces nucléaires* » en prévision d'une éventuelle « *menace d'agression* ». L'ampleur de l'exercice organisé par le Kremlin était inédite, tant au niveau des forces engagées que du calendrier choisi. Réquisitionnant 65 000 soldats, plus de 200 lanceurs de missiles, 140 avions, 73 navires de surface, et 13 sous-marins (dont 8 SNLE), l'initiative de l'armée russe s'est déroulée complètement en dehors de son agenda habituel, son exercice nucléaire annuel « Grom » se tenant traditionnellement en octobre depuis 2022.

C'est la deuxième fois depuis le début de la guerre en Ukraine que la Russie organise un exercice de ce type, la première fois étant intervenue à l'été 2024, alors que se déroulaient les débats occidentaux sur la fourniture de missiles à longue portée à l'Ukraine. La date choisie par Moscou pour ce deuxième exercice coïncidait avec la visite de Vladimir Poutine en Chine. Un chevauchement qui, selon l'analyste Dmitry Kornev, entre dans une logique de dissuasion par la mise en scène visant à mettre en lumière la puissance de la Russie, tant sur un plan externe par une diplomatie de haut vol, qu'interne avec la démonstration de l'arsenal dont elle dispose. Les difficultés croissantes du Kremlin sur le théâtre ukrainien, illustrées par les attaques massives de drones sur Moscou le 17 mai dernier, constituent un autre facteur motivant le pouvoir russe à déployer ces moyens de communication pour masquer les écueils de son armée sur le terrain, au moment où les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN doivent se réunir à Helsingborg les 28 et 29 mai 2026 pour réaffirmer leur soutien à Kyiv.

### **B. LE DÉPLOIEMENT DES ISKANDER À OGIVES NUCLÉAIRES EN BIÉLORUSSIE COMME PROLONGEMENT DE L'INTÉGRATION NUCLÉAIRE RUSSO-BIÉLORUSSE :**

Au cours de ces exercices, le ministère russe de la Défense a aussi annoncé que ses forces armées ont procédé à des tirs d'essai de missiles balistiques intercontinentaux Yars et Sineva, ainsi que de missiles Zircon et Kinzhal à moyenne portée. L'armée biélorusse a parallèlement effectué un tir de missile balistique depuis un système Iskander-M sur le polygone d'essai de Kapoustine Iar, en Russie. Parallèlement à ces tests, l'armée russe a procédé à « *la livraison de munitions nucléaires aux points de stockage de campagne* », c'est-à-dire à l'endroit où sont positionnées les brigades dotées de missiles Iskander en Biélorussie. C'est la 12e Direction principale du ministère russe de la

Défense qui était responsable de cet acheminement. Le rôle principal de cette entité militaire réside dans le stockage, la maintenance technique, le transport, l'assemblage et la distribution aux forces opérationnelles des munitions nucléaires. Une vidéo du ministère biélorusse de la Défense, publiée le 21 mai 2026, atteste de cette manœuvre, montrant du personnel ouvrant les portes de camions blindés dans le but de procéder au vissage des ogives sur les Iskander. Le chercheur en sécurité-défense Pavel Podvig, dans une note rédigée pour le blog *Russian strategic nuclear forces*, précise que quand bien-même ces ogives sont déployées en Biélorussie, elles demeurent jusqu'au dernier moment sous le contrôle de la 12e Direction du ministère russe de la Défense. L'État-major Biélorusses ne dispose de leur contrôle effectif qu'une fois que les charges nucléaires sont fixées sur les lanceurs et que leurs homologues russes leur aient donné un aval pour une éventuelle utilisation.

La Russie n'en est pas à son premier déploiement d'armements stratégiques en territoire étranger, elle qui a procédé à l'entrée en service du missile balistique à portée intermédiaire<sup>1</sup> « *Oreshnik* <sup>2</sup> » à la fin décembre 2025. Inédite du fait qu'elle intervenait pour la première fois depuis 1991 hors du territoire russe, l'annonce de ce déploiement avait été renforcée par une série d'éléments rhétoriques émanant de la propagande proche du Kremlin, avançant que ce type de missile pouvait atteindre des villes européennes comme Varsovie et Bruxelles en moins de vingt minutes et induire des destructions équivalentes à celle d'une frappe atomique. Visant clairement à dissuader les pays de l'OTAN à maintenir leur soutien à l'Ukraine, cette manœuvre de Moscou entrainait dans la continuité de la révision de sa doctrine nucléaire en 2024 qui stipulait que toute attaque conventionnelle contre la Russie menée par une nation soutenue par une puissance nucléaire, serait considérée comme une attaque conjointe. Cette révision avait également introduit le placement de la Biélorussie sous la « protection nucléaire de la Russie », une formulation maquillant la portée première de cette mesure, à savoir la réquisition toujours plus affirmée du territoire biélorusse comme base-arrière des forces du Kremlin.

### C. UNE FINALITÉ STRATÉGIQUE DÉLIBÉRÉMENT OPAQUE : DISSUASION ENVERS L'OTAN, PRESSION COMMUNICATIONNELLE, OU SIGNAL INTÉRIEUR RUSSE ?

À la suite des annonces de Poutine et de Loukachenko, suivies par l'observation des manœuvres effectuées par les armées russe et biélorusse, diverses interprétations on émergé en provenance des États occidentaux sur les objectifs et la portée de ces exercices se sont manifestées. Alors que le porte-parole du gouvernement russe Dmitri Peskov avait déclaré que « *tout exercice a pour but d'envoyer un signal* » et que Poutine insistait sur le caractère « purement défensif » de ces actions, des sources ukrainiennes citées par l'Institute for the Study of War ont identifié deux lectures principales permettant de comprendre leur portée. Une première analyse porte sur le bénéfice tactique que ces exercices apportent à la Russie dans le cadre de son effort de guerre contre l'Ukraine. L'armée russe chercherait à créer une menace venant du Nord via la Biélorussie, afin de détourner une partie des réserves ukrainiennes de l'Est du pays et de générer de l'espace pour les

troupes d'invasion. Cette éventualité a été prise très au sérieux par le SBU ukrainien qui a déclaré le 21 mai que ses unités et l'armée mettaient en œuvre un « *ensemble complet de mesures de sécurité renforcées dans les régions septentrionales de l'Ukraine* ».

Une seconde analyse met en lumière un volet très informationnel et rhétorique autour de ces exercices. En plus d'envoyer un message se voulant dissuasif aux pays de l'OTAN et visant à masquer les difficultés de l'armée russe en Ukraine, l'ISW, dans une note du 26 mai, avance également que ces manœuvres interviennent en parallèle de la recherche d'un prétexte par Moscou et Minsk qui justifierait des frappes de drones russes depuis le territoire biélorusse. Après les attaques massives du 17 mai sur Moscou, qui ont contraint les autorités russes à fortement restreindre l'utilisation de leur espace aérien, le secrétaire du Conseil de sécurité biélorusse, Aleksandr Volfovich, a également rapporté que Minsk a enregistré pas moins de 116 tentatives de drones ukrainiens de franchir la frontière biélorusse dans la semaine du 19 au 26 mai. Ainsi, dans ce contexte, l'utilisation du territoire biélorusse permettrait à la Russie de conduire des frappes de drones continues contre les lignes d'approvisionnement terrestres ukrainiennes, à l'instar de l'autoroute M-06 traversant les oblasts de l'Ouest et servant de voie d'approvisionnement stratégique depuis la Pologne. Cette tactique avait déjà fait ses preuves en décembre 2025, quand un opérateur de drones russes basé en Biélorussie avait conduit une frappe de drone Shahed contre un train de fret ukrainien près de Korosten, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière.

Un détail assez troublant, relevé par Pavel Podvig dans sa note, vient également compliquer la lecture de ces dynamiques et introduire une dernière hypothèse plus surprenante quant à la portée de ces exercices. En effet, le soir du 21 mai, le chef d'État-major russe Valeri Gerassimov a publiquement déclaré « *livraison et transfert de munitions nucléaires* » sans jamais dire « *d'entraînement* ». Cette nuance a son importance car normalement, les exercices nucléaires utilisent toujours des maquettes lestées, et non des vraies ogives. En relevant ce détail, Podvig soulève l'hypothèse selon laquelle l'exercice serait allé jusqu'à assembler de vraies ogives sur de vrais lanceurs opérationnels, potentiellement en état de tir, avec tout ce que cela implique comme risque d'accident ou d'escalade non intentionnelle.

---

## **II. Une dépendance structurelle construite sur la durée : comment Minsk s'est progressivement retrouvé absorbé par Moscou**

Cette coopération très étroite de la Russie et de la Biélorussie dans le domaine militaire s'inscrit en réalité dans un schéma plus large d'asymétrie structurelle entre les deux pays. Dans cette disposition, le régime d'Alexandre Loukachenko acquiesce, à quelques nuances près, à toutes les mesures adoptées par le chef du Kremlin. Il convient dans cette partie de voir pourquoi et comment cette « *soumission sans annexion* », pour reprendre l'expression de l'analyste politique Hanna Lioubakova, s'est progressivement mise en place au fil des années, et dans quelle mesure elle concerne un champ bien plus vaste que le simple volet stratégique et militaire.

### **A. L'ANNÉE 2020 COMME POINT DE DÉPART : DE LA NEUTRALITÉ DE FAIT À LA VASSALISATION CONTRAINTE :**

Établir en premier lieu une brève chronologie des liens russo-biélorusses sur le plan politique semble important pour comprendre les mécanismes ayant entraîné cette soumission du pouvoir de Loukachenko à l'autorité du Kremlin, avec comme évènement majeur les contestations contre le détournement des résultats de l'élection présidentielle biélorusse d'août 2020. Commençons par dire que depuis la fin des années 1990, Minsk était déjà très proche de Moscou sur les plans économique et politique, comme en témoigne la signature du traité de l'État d'union. Pour autant, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000 encourage Alexandre Loukachenko à toujours freiner l'application des clauses de cet accord, bien conscient à ce moment-là des aspirations profondes du nouveau maître du Kremlin et de leurs probables conséquences pour la souveraineté de son pays.

Ainsi, sur la période de 2000 à 2019, la Biélorussie se trouve dans une configuration de « neutralité situationnelle », pour citer la terminologie de Ryhor Astapenia, docteur en sciences politiques à l'Université de Varsovie et directeur de la *Belarus Initiative* à Chatham House. Cette expression vise à désigner une posture de neutralité qui n'est pas inscrite dans des textes fondateurs, comme c'est le cas pour la Suisse et l'Autriche, mais qui est adoptée par un régime car elle sert momentanément la protection de ses intérêts particuliers. De fait, sur ces deux décennies, Loukachenko, soucieux de maintenir cette cloison de sûreté pour sa propre souveraineté, s'illustre par une certaine posture se voulant équilibrée entre Est et Ouest, et distancée des ambitions géopolitiques de son voisin russe. En 2008, Minsk ne soutient pas l'agression russe déclenchée contre la Géorgie, refuse de reconnaître l'annexion de la Crimée en 2014, et se porte volontaire en 2015 en tant qu'hôte neutre pour accueillir les négociations devant mener à la signature des Accords de Minsk II entre l'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne. Cette conduite modérée est bien utile pour Loukachenko qui est, en somme, moins attaché au respect des principes de droit international, qu'intéressé par la perspective de conclure des accords commerciaux avec l'Ukraine et de passer pour un médiateur utile aux yeux des Occidentaux.

Cependant, cette politique multivectorielle et ce refus apparent d’alignement sans condition sur les décisions de Moscou se trouvent fortement ébranlés à la suite des élections présidentielles frauduleuses d’août 2020. Dans la foulée du scrutin, Loukachenko détourne ses résultats en sa faveur pour briguer un sixième mandat d’affilée, et provoque une vague de contestation inédite en Biélorussie de par son intensité. Des centaines de milliers de Biélorusses descendent dans les rues pour réclamer la libération des prisonniers politiques du pays et la tenue de nouvelles élections. Sentant bien que son autorité pourrait vaciller malgré la très forte répression appliquée, Loukachenko ne voit d’autre solution que d’appeler la Russie à la rescousse de son pouvoir dès le mois de septembre. À cet appel, le Kremlin répond par un prêt de 1,4 milliard de dollars accordé au président biélorusse, et par un soutien politique affirmé, en témoigne cette déclaration de Dmitri Peskov adressée à un journaliste : « *Alexandre Grigorievitch [Loukachenko] est le président légitime du Bélarus* ». Vladimir Poutine avait également apporté son soutien à son allié en affirmant que Moscou poursuivrait la coopération militaire avec Minsk et allait envoyer des parachutistes en Biélorussie pour des manœuvres militaires. Déjà à cette époque, une très large part de l’opposition biélorusse craignait que cette aide du Kremlin ne se fasse aux dépens de l’indépendance du pays, en témoigne cette phrase de Svetlana Tikhanovskaïa, principale adversaire de Loukachenko lors des élections de 2020 : « *Chers Russes ! Vos impôts vont servir à payer nos passages à tabac. Nous sommes certains que ce n'est pas ce que vous voudriez. Cela pourrait prolonger l'agonie de Loukachenko, mais cela ne peut pas empêcher la victoire du peuple.* »

La conséquence première de ces événements a été le renforcement de l’isolement du « *Dernier Dictateur d’Europe* » sur la scène européenne, la grande majorité des États-membres de l’UE contestant les résultats de l’élection et condamnant fermement la répression organisée de l’opposition. Le détournement du vol FR4978 de Ryanair, le 23 mai 2021, pour procéder à l’arrestation de l’opposant Roman Protassevitch, ou l’instrumentalisation d’une crise migratoire<sup>3</sup> dans une optique de déstabilisation des frontières polonaise et lituanienne, constituent également d’autres éléments aggravant l’image du régime biélorusse aux yeux des Européens.

#### B. LA FUSION MILITAIRE PROGRESSIVE : DES EXERCICES ZAPAD À LA PLATEFORME D’INVASION DE 2022 :

Sur le plan militaire, l’appel au secours de Loukachenko à Vladimir Poutine a accentué la proximité et les liens de dépendance de Minsk à l’égard de Moscou, déjà établis par une architecture institutionnelle préexistante. Liés formellement par une alliance militaire depuis 1994, cette dernière est également renforcée par quatre couches opérationnelles détaillées par András Rácz, chercheur associé au Conseil allemand sur les relations étrangères de Berlin. Sur un plan purement bilatéral, le Groupement régional des forces, introduit en janvier 1998, prévoit la constitution en cas d’attaque d’une force militaire composée de l’intégralité des forces armées biélorusses et de diverses unités russes. Le volet défense traité de l’État d’union de 1999 prévoit la fusion de ce

groupement régional, avec l'adoption d'une politique de défense commune, une harmonisation des activités militaires conjointes et un usage conjoint des infrastructures des deux pays. En 2018, la doctrine militaire de cet accord a été modifiée, les documents stratégiques russes considérant toute agression armée contre l'État d'Union comme une agression contre la Russie. L'alliance militaire russo-biélorusse comporte également un système unifié de défense aérienne depuis 2016, et se prolonge aussi à l'échelle multilatérale au sein de la CEI et de l'OTSC.

L'application la plus concrète et documentée du volet défense du traité de l'État d'union se manifeste dans les exercices Zapad (« ouest » en russe). Se tenant tous les deux ans depuis 2009, leur objectif officiel est avant tout défensif. L'entraînement des troupes regroupées prévoit effectivement des scénarios impliquant des simulations d'attaques de « groupes terroristes » depuis une frontière ou d'insurrections intérieures soutenues par l'étranger. Pour Maria Yeryoma, contributrice au Kyiv Independent et ancienne responsable des projets spéciaux chez TUT.BY, les adversaires fictifs introduits par les exercices Zapad désignent implicitement les pays de l'OTAN. Dans un article du 26 août 2025, des précisions sont données sur l'exercice qui s'est tenu en 2017, au cours duquel trois États fictifs (Vesbaria, Lubenia, Veyshnorja) calqués sur les États baltes tentent de déstabiliser une région à majorité catholique de l'Ouest de la Biélorussie. Signe révélateur du maintien de la posture « médiane » de Loukachenko encore à cette époque, son invitation envoyée à des observateurs de l'ONU, de l'OSCE, de l'OTAN ou encore de la CEI dans une optique de transparence.

L'article de Maria Yeryoma met cependant en évidence le net contraste survenant après les élections de 2020 dans l'organisation de l'exercice de septembre 2021. En effet, le scénario décrit ouvertement des États occidentaux, sous les noms de « Neris » (du nom d'une rivière lituanienne), de « Poméranie », ou de « République polaire », lançant une agression ouverte contre la Biélorussie. Le même scénario contenait aussi un élément troublant, à savoir un élément méridional visant explicitement l'Ukraine comme menace. Contrairement aux précédents exercices, l'ampleur réelle des manœuvres n'a pas été minimisée : selon Moscou et Minsk, 200 000 soldats ont été mobilisés lors de cet exercice, tandis que les estimations de l'OTAN pour les sessions précédentes ne dépassaient pas les 100 000. Ainsi, selon le général Mark Milley, chef d'État-major de l'US Army entre 2019 et 2023, l'ensemble des signaux observés lors des cinq jours d'exercice aurait permis au renseignement américain de prédire l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Le 17 janvier 2022, Minsk annonce l'organisation d'un exercice surprise du nom d'« *Union Resolve* », devant se tenir du 10 au 20 février et impliquant le déploiement de 30 000 soldats russes sur son territoire. Les manœuvres, se déroulant le long des frontières méridionales et occidentales de la Biélorussie, étaient officiellement présentées comme un entraînement à un plan d'action spécifique orienté contre les États baltes, la Pologne et l'Ukraine. Ces manœuvres intervenant en parallèle de la concentration d'au moins 70 000 soldats russes aux frontières ukrainiennes, et qui s'étendent au-delà du calendrier initialement annoncé par Loukachenko, finissent d'échafauder la supercherie imaginée conjointement par Moscou et Minsk.

« *Union Resolve* » entre ainsi pleinement dans la dynamique préparatoire à l'invasion de masse ordonnée par Vladimir Poutine à l'aube du 24 février 2022. De fait, dès le premier jour de l'invasion, l'armée biélorusse met ses aérodromes de Baranovichi et de Lida à disposition des bombardiers russes et ouvre ses installations militaires et énergétiques. Le 27 février, Loukachenko annonce la tenue d'un « référendum constitutionnel » mettant fin à la neutralité de la Biélorussie ainsi qu'au statut non nucléaire du pays, et permettant l'accès des troupes étrangères aux installations du territoire. Hanna Lioubakova souligne également qu'en octobre 2022, Poutine active parallèlement les mécanismes d'application du Groupement régional des forces pour donner une autre couverture juridique aux prochains déploiements de soldats russes en Biélorussie. En mai 2023, le Kremlin annonce la signature d'un accord autorisant la Russie à y stationner des armes nucléaires tactiques. Enfin, la signature en décembre 2024 d'un « *traité sur les garanties de sécurité dans le cadre de l'État d'union* » achève l'intégration quasi-totale de la Biélorussie dans la stratégie de défense et de dissuasion nucléaire de la Russie.

#### C. L'ÉNERGIE COMME VOLET DE DOMINATION : UNE DÉPENDANCE TOTALE DE LA BIÉLORUSSIE AUX HYDROCARBURES ET AUX COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES RUSSES :

Autre facteur, distinct de la politique, encourageant le président biélorusse à s'en remettre à la tutelle du Kremlin, celui d'une dépendance accrue, largement antérieure à 2020, de Minsk à Moscou sur le plan énergétique. Le département énergie de l'International Strategic Action Network for Security avance dans une note de février 2026 que 87% de l'énergie biélorusse (40,8 millions de tonnes équivalent pétrole sur 47) provient de Russie. Historiquement, cette dépendance est structurelle et héritière de l'ère soviétique, au cours de laquelle l'économie biélorusse était délibérément intégrée dans un système énergétique centralisé depuis Moscou (seulement 8,8% de sa production énergétique était générée localement).

Dès 1991, le fragile, mais néanmoins stratégique, secteur énergétique biélorusse subit les pressions du géant gazier Gazprom qui cherchait à obtenir de Minsk le maintien d'une tarification préférentielle par des prises de participation dans les actifs de Beltransgaz, sous peine d'une hausse des prix des importations énergétiques ou de coupure nette des livraisons. En mars 2006, dix jours seulement après qu'Alexandre Loukachenko ait été reconduit pour son troisième mandat, Gazprom formule une menace d'augmentation des tarifs de livraisons du gaz de 46,68 à 200 dollars pour 1000m<sup>3</sup>. Un accord fut finalement signé le 31 décembre 2006, dans lequel Gazprom se voyait en mesure d'acquérir la majorité des parts de Beltransgaz et de doubler le prix de ses livraisons à Minsk. Loukachenko tenta de riposter au mois de janvier 2007 en instaurant une taxe sur le transit du pétrole russe via l'oléoduc Droujba, gérée par la société russe Transneft. Refusant de payer ces droits, Transneft exerça une nouvelle pression sur la Biélorussie en fermant pendant plusieurs jours les robinets énergétiques vers les pays européens comme l'Allemagne et la Pologne. En plus de cette pression, Moscou entama pour 2,5 milliards de dollars la construction d'une dérivation sur l'oléoduc Droujba contournant le territoire biélorusse par le port de Primorsk (oblast de Léninegrad).

Ces investissements massifs de la Russie pour réduire sa propre dépendance au territoire biélorusse entraîne mécaniquement un affaiblissement du levier de négociation de Minsk.

En 2025, cette dépendance de la Biélorussie est bien maintenue, la Russie lui accordant des tarifs très préférentiels en échange de sa loyauté politique. Ainsi, le gouvernement de Minsk ne paie que 129 dollars pour 1000m<sup>3</sup>, alors que ce même volume coûterait entre 350 et 430 dollars sur les marchés européens, soit trois fois plus cher, selon l'iSANS. Plus globalement, Moscou est clairement à son avantage sur ce terrain car si la Biélorussie cherchait à s'émanciper de son emprise en basculant du jour au lendemain vers des approvisionnements européens, les prix de l'énergie augmenteraient considérablement. L'iSANS estime que le coût du gaz en lui-même serait multiplié par 3,3, que le chauffage urbain coûterait 2,7 fois plus cher, et que le prix de l'électricité augmenterait de 33 à 35%. Cette augmentation aurait mécaniquement des conséquences désastreuses sur les subventions. En effet, avec une énergie thermique subventionnée à 80%, les ménages ne paient que 20% du coût réel de leur chauffage, l'État prenant en charge le reste. Si le prix du gaz se voyait triplé du fait d'une bascule, ces subventions deviendraient impossibles à assurer pour le budget biélorusse. Dans le scénario théorique où une telle situation devait se produire, l'iSANS avance qu'il faudrait multiplier les tarifs de chauffage urbain par dix pour équilibrer les comptes, une mesure qui comporterait à n'en pas douter un fort risque social, potentiellement explosif pour le régime.

Des mécanismes de dépendance de nature différente s'observent également du côté du pétrole. Le raffinage de pétrole, via les usines de Mozyr et de Novopolotsk, constitue une source majeure de revenus pour le budget biélorusse, le gouvernement faisant des bénéfices en vendant un pétrole raffiné qu'il a obtenu au stade brut de Russie à un tarif préférentiel, lui permettant de générer une marge confortable sur les marchés européens. Contrairement au prix du gaz, qui diffère drastiquement entre ceux de la Russie et ceux de l'Europe, le pétrole russe n'est vendu à la Biélorussie qu'à 10% près des prix des standards mondiaux. Cela signifie que Minsk n'aurait théoriquement pas trop de mal à s'approvisionner chez un autre distributeur si elle le souhaitait car cela n'augmenterait sa facture que de 3 à 7%. Seulement, en pratique, les options de diversification d'importations sont matériellement très limitées pour la Biélorussie. L'iSANS a exposé trois configurations d'acheminement de brut en provenance de la communauté européenne passant par la Lituanie, la Pologne et l'Ukraine. L'option lituanienne par rail serait techniquement faisable pour des petits volumes, mais les voies ferroviaires liant les deux pays ne sont pas adaptées pour transporter 12 à 16 millions de tonnes par an. L'option polonaise via le port de Gdańsk paraît la plus crédible sur le plan technique : un pipeline vers la ville de Płock existe, à laquelle il serait théoriquement possible de raccorder le réseau Droujba. Le problème est que cette infrastructure tourne déjà à plein régime pour alimenter les raffineries allemandes depuis que Berlin a décidé de drastiquement limiter ses importations de pétrole russe après 2022. Enfin, l'option ukrainienne via l'oléoduc Odessa-Brody est intéressante sur le papier, mais elle suppose que les infrastructures ukrainiennes soient disponibles et opérationnelles de façon continue, ce qui n'est pas le cas du fait

de la guerre et du ciblage des infrastructures énergétiques par l'armée russe. En ajoutant à ces obstacles structurels le simple fait que Minsk entretient des relations tendues avec chacune des capitales des États cités, particulièrement depuis la crise migratoire de 2021 et la guerre en Ukraine, on se retrouve face à une configuration dans laquelle la Biélorussie n'a pas d'autre choix que de s'en remettre une nouvelle fois à Moscou pour ses importations de brut.

Cherchant après 2007 à définitivement réduire sa dépendance au gaz russe, Loukachenko avait pour projet, au début de son troisième mandat, de lancer un appel d'offres pour la construction de la centrale nucléaire d'Astraviets. Mais paradoxalement, alors que l'objectif initial était de réduire sa dépendance à Moscou, la Biélorussie avait construit une installation dont le combustible lui permettant de fonctionner était à 100% fourni par AtomStroyExport, filiale du géant russe du nucléaire Rosatom, générant de fait une dépendance encore plus verrouillée que les précédentes. De plus, Minsk ne peut envisager d'entamer une transition comme celle qu'avait entamée l'Ukraine avec dans les années 2000. À cette époque, Kyiv cherchait à s'émanciper de sa dépendance aux combustibles russes et avait ainsi communiqué à la firme américaine Westinghouse les caractéristiques techniques de ses réacteurs de type VVER-1000. Westinghouse a donc pu adapter son combustible pour le rendre compatible avec ces réacteurs existants, après plusieurs années de tests et de certifications, permettant à l'Ukraine de développer une production nucléaire émancipée de Moscou. Ce n'est pas le cas du réacteur biélorusse d'Astraviets, construit sous maîtrise d'œuvre complète de Rosatom, étroitement lié aux intérêts du Kremlin, qui ne partage pas les caractéristiques géométriques et thermodynamiques précises du réacteur afin de conserver le monopole sur son approvisionnement. De plus, quand bien même Rosatom accepterait qu'un autre distributeur fournisse du combustible à la Biélorussie, il faudrait plusieurs années à ce dernier pour adapter son matériau aux spécificités des réacteurs VVER-1200, ce qui prendrait obligatoirement plusieurs années et n'allégerait pas la dépendance biélorusse à court terme.

Plus simplement, divers facteurs de nature politique, économique et structurelle, présents depuis de nombreuses années, attestent du fait que la Biélorussie n'est pas en mesure de se délier de sa dépendance énergétique à Moscou. Ce levier est stratégique pour le Kremlin qui s'en sert comme d'un atout pour influencer le gouvernement de Minsk à demeurer dans son giron. Le 2 avril 2026, le Conseil des ministres a même adopté une résolution modifiant le Concept de sécurité énergétique, adopté initialement par la résolution n°1084 du 23 décembre 2015.

#### D. UNE ÉCONOMIE DE FACTO SOUS TUTELLE : COMMERCE CAPTIF, DETTE SOUVERAINE ET RECONVERSION INDUSTRIELLE DE GUERRE :

La dépendance de la Biélorussie à la Russie se prolonge également au niveau économique et commercial. Selon le Belarusian Economic Research and Outreach Center, près de 65% des exportations biélorusses étaient dirigées vers la Russie en 2024, contre seulement 35 à 40% avant l'invasion de l'Ukraine. 55 à 60% des importations biélorusses proviennent de Russie, avec une proportion de 80% pour les biens intermédiaires indispensables à la production industrielle du pays.

Les tournants de la crise migratoire de 2021 et de l'invasion de l'Ukraine ont eu pour principale conséquence d'induire une emprise logistique de la Russie sur les exportations de Minsk. Du fait des sanctions occidentales visant le gouvernement de Loukachenko, ce dernier n'a eu d'autre choix que d'abandonner ses routes d'exportation traditionnelles (comme celle partant du port lituanien de Klaipėda) et de se tourner vers les ports maritimes russes de Saint-Pétersbourg et d'Ust-Luga. Ces alternatives ont constitué les deux seules solutions possibles, mais comportent deux contraintes majeures. En premier lieu, ces ports sont bien plus éloignés que celui de Klaipėda, faisant que la distance supplémentaire augmente considérablement les coûts de transport ferroviaire et induit des retards de livraison. En second lieu, ces alternatives sont aussi limitées en capacité. Le BEROc avance que même si la Biélorussie est parvenue à sécuriser 14 millions de tonnes de capacités portuaires en Russie, ce volume demeure « *en deçà des volumes nécessaires* », et ne permet pas de compenser de façon satisfaisante ce que Minsk a perdu après 2022. Toujours est-il qu'avec ce repli sur les ports russes, Moscou dispose d'un levier d'influence supplémentaire sur Loukachenko. Même s'il souhaitait diversifier ses partenaires commerciaux ou vendre ses biens de production à d'autres acheteurs internationaux, il ne peut désormais le faire qu'avec l'accord tacite de la Russie qui contrôle l'accès des marchandises biélorusses à ses ports.

Financièrement, l'emprise russe se manifeste par une assistance que le Kremlin fournit à la Biélorussie depuis les années 2000, héritière des arrangements informels de la période post-soviétique, et qui permet à Minsk d'assurer ses dépenses sociales et de soutenir les secteurs clés dans un contexte marqué par les sanctions et la chute des revenus d'exportations. Cette assistance est désignée sous le terme de « recettes à titre gratuit » et correspond à des parts du budget biélorusse qui ne proviennent pas d'impôts, de taxes ou de revenus commerciaux normaux, mais de transferts directs que la Russie verse à la Biélorussie sans contrepartie apparente. Le principal mécanisme de ce dispositif réside dans la « taxe d'accise inversée » : quand la Biélorussie importe du pétrole brut russe à tarif préférentiel et le raffine pour le revendre, une partie de la différence entre le prix payé par Minsk à la Russie et le prix des standards internationaux est reversée directement dans les caisses de l'État biélorusse sous forme de transfert fiscal. En 2023, ce mécanisme a atteint un montant inédit, équivalent à 3% du PIB biélorusse. Plus globalement, sans cette assise dont elle est devenue encore plus dépendante après 2022, la Biélorussie ne serait probablement pas en mesure de subvenir aux besoins de son économie. Loukachenko doit cependant payer le prix de cette assistance en réduisant sa marge de manœuvre au niveau géopolitique : le Think-tank ukrainien RESURGAM estime que si la Russie venait à exiger dans un futur proche une implication active de son voisin dans ses opérations militaires en Ukraine, alors il serait plus probable qu'en 2022 que Loukachenko accepte.

La Russie détient également de facto la majeure part de la dette souveraine extérieure de la Biélorussie. Selon Dzmitry Kruk, spécialiste de l'économie biélorusse au BEROc, la Russie ou des entités qu'elle contrôle détiennent 65% de la dette publique extérieure biélorusse, soit environ 11 milliards de dollars sur un total de 17 milliards en 2024. En 2022-2023, face aux difficultés

économiques causées par les sanctions, le Kremlin a accordé à la Biélorussie un report de six à sept ans sur les remboursements de cette dette. Signe de solidarité en apparence, ce geste correspond plutôt à un levier supplémentaire. Minsk se retrouve redevable envers Moscou, et tant que cette dette ne sera pas remboursée, Vladimir Poutine dispose d'un moyen de pression supplémentaire en modifiant les conditions de remboursement et exigeant des contreparties politiques en échange de nouveaux reports. Sur l'échelon monétaire, le rouble biélorusse fluctue en synchronisation avec le rouble russe et y est informellement ancré. Étant donné les liens commerciaux profonds précédemment mis en lumière et l'usage partagé du rouble dans les transactions bilatérales, la Banque nationale biélorusse ne dispose que d'une très faible marge de manœuvre : une dégradation de l'économie russe creuserait mécaniquement le déficit de la Biélorussie.

Depuis le déclenchement de l'invasion en Ukraine, l'industrie biélorusse est également largement intégrée dans le modèle d'économie de guerre instauré par le gouvernement de Vladimir Poutine. En mars 2025, Svetlana Tikhanovskaïa affirmait devant le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe qu'en plus de jouer le rôle de plateforme d'invasion pour le Kremlin, la Biélorussie était également devenue un atelier militaire pour sa machine de guerre. En reprenant les chiffres avancés par le groupe de réflexion dissident BelPol, Tikhanovskaïa a soutenu qu'au moins 287 entreprises publiques biélorusses produisaient des armes pour la Russie. Selon Vladimir Zhygar, membre du collectif BelPol, le chiffre mentionné correspond seulement à « *ce qui est connu à 100%* ». Pratiquement toutes les entreprises liées au ministère biélorusse de l'Industrie et du Comité militaro-industriel d'État participeraient aux commandes de défense, aux livraisons et au contournement des sanctions, ce qui ferait monter le chiffre d'acteurs impliqués à environ 500. Selon Dmytro Shumlianskyi, contributeur au blog Militarnyi, la Biélorussie occupe un rôle de sous-traitant plutôt que de fournisseur direct dans la chaîne de valeur militaire russe (à l'exception des camions de transport du constructeur MAZ). Son industrie produit ainsi une part importante des châssis nécessaires à de nombreux systèmes d'armes russes, des composants pour systèmes de visée, roquettes et missiles, ainsi que des munitions d'artillerie. BelPol rapporte que, grâce à la demande russe, certaines entreprises biélorusses ont considérablement augmenté leur chiffre d'affaires. C'est notamment le cas du fabricant de microprocesseurs Integral, placé sous sanctions européennes en mars 2025, qui a quadruplé ses bénéfices de 2023 par rapport à ceux de 2021. Vladimir Zhygar indique également quelques projections sur l'évolution de la dynamique de production qui devrait monter en puissance à l'horizon 2027-2028, particulièrement au niveau des roquettes, des obus d'artillerie et des microprocesseurs. Enfin, plusieurs images satellitaires provenant du canal Telegram Mortis Æterna attestent du fait que des usines biélorusses sont impliquées dans la réparation et la remise en état de véhicules blindés pour l'armée russe. Militarniy a récupéré ces données pour mettre en lumière l'action spécifique de l'usine d'État n°140, dont les images satellitaires révèlent une concentration massive d'engins blindés en attente de réparation.

E. LE VOLET IDÉOLOGIQUE : LE PROJET POUTINIEN DE NATION TRINITAIRE ET LA BIÉLORUSSIE COMME COMPOSANTE D'UN RÉCIT CIVILISATIONNEL :

La domination de fait de la Russie sur la Biélorussie, au-delà de ses facettes économiques, commerciales et militaires, s'observe également sur un plan davantage idéologique. Dans son essai révisionniste *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*, paru en 2021, Vladimir Poutine avait inclus le peuple biélorusse avec les Ukrainiens dans sa projection de « nation russe trinitaire ». L'écrit reprend la vieille rhétorique tsariste du XVIIe siècle qui inventa ce concept pour introduire un noyau ethnique justifiant l'édification, puis l'expansion de l'Empire russe. Dans ce récit biaisé détournant des faits historiques pour les rendre compatibles avec les intérêts du Kremlin, Russes, Biélorusses et Ukrainiens partageraient un destin commun et seraient déterminés à se réunir sous une même bannière. Mis de côté durant la période soviétique, l'effondrement de l'URSS et le malaise qui s'ensuivit en Russie permirent à ce concept de refaire son apparition dans les réflexions des idéologues gravitant autour de Boris Eltsine, puis de Vladimir Poutine. Servant déjà de prétexte pour justifier l'annexion de la Crimée et l'offensive dans le Donbass de 2014, les principaux arguments du concept de « nation trinitaire » sont mobilisés pour préparer l'invasion à grande échelle de 2022.

Si le coeur du propos du président russe se concentre essentiellement sur l'Ukraine, la Biélorussie est bien incluse dans l'ensemble historico-ethnique qu'il projette. Simplement, les « racines » ne font pas l'objet d'autant d'argumentation que pour le cas de l'Ukraine car aucun contentieux d'interprétation et de perception de l'histoire n'oppose réellement Minsk et Moscou. Hanna Liubakova va même jusqu'à affirmer dans son article qu'Alexandre Loukachenko adhère tacitement à cette rhétorique panslaviste. Bien que l'on ne dispose pas de déclaration précise du président biélorusse la reconnaissant explicitement, l'observation de l'évolution des dynamiques culturelles s'opérant dans le pays depuis plusieurs années montre que la Russie parvient peu à peu à instaurer une hégémonie qui installe de plus en plus solidement l'idée d'une Biélorussie qui serait devenue un satellite de Moscou. Liubakova observe par exemple un déclin assez important de la langue biélorusse au profit du russe : moins d'un élève sur dix l'étudie et seuls 61% des Biélorusses la reconnaissent comme leur langue maternelle (contre 86% encore en 1999). Dans les manuels d'histoire, la Biélorussie est également présentée comme une branche mineure du « monde russe » et la remise en question de cette thèse par les milieux académiques est systématiquement censurée et réprimée. Liubakova démontre dans son article que c'est surtout après 2020 que cette répression idéologique s'est organisée de façon massive, avec des campagnes d'emprisonnement, de procès mobiles en université et de « repentir » sous la contrainte.

---

### **III.L'équilibrage tactique de Loukachenko : un vassal qui négocie la longueur de sa laisse**

Après avoir passé en revue les différents indicateurs permettant d'établir les facettes et les mécanismes de ce lien d'asymétrie liant la Biélorussie et la Russie, il paraît aussi important d'apporter de la nuance pour ne pas se construire une image caricaturale du rapport de force. En effet, l'objectif premier du gouvernement de Minsk est de garantir quoi qu'il en coûte sa stabilité, ce que le rapprochement avec la Russie en 2020 avait permis. Mais depuis le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine et l'imposition de nouvelles sanctions, force est de constater que les effets de la dépendance accrue de Loukachenko à Poutine se retournent contre lui et lui font craindre le risque de glisser vers une situation incontrôlable qui le mettrait en danger. Ainsi, l'observation du comportement d'équilibriste de Minsk envers la Russie, mais aussi envers d'autres acteurs extérieurs depuis 2022, permet de mettre en lumière la réalité d'un régime qui tente de protéger ses fondations en desserrant la chaîne le reliant à un allié de plus en plus engagé dans une fuite en avant.

#### **A. LE REFUS CONSTANT D'ENGAGER DES SOLDATS BIÉLORUSSES EN UKRAINE COMME ULTIME LIGNE ROUGE PRÉSERVÉE POUR L'HEURE :**

Après un peu plus de quatre ans de guerre en Ukraine, un constat assez évident peut être établi. Quand bien même le Kremlin a âprement profité de l'industrie et des infrastructures biélorusses en appui de son appareil militaire, jamais Minsk n'est revenu sur sa décision initiale d'engager des troupes combattre aux côtés de l'armée russe. Une étude de Chatham House menée entre août et novembre 2025 sur la perception des Biélorusses de la guerre en Ukraine et de la politique étrangère de Minsk montre que, malgré une légère baisse par rapport à 2022, 64% des sondés s'opposent à l'idée d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine. Une nette opposition se perçoit aussi au niveau du déploiement d'armes nucléaires russes sur le territoire, bien qu'atténuée depuis 2022 du fait de la propagande d'État (80% d'opposition en mars 2022 contre 56% en novembre 2025), ainsi qu'au niveau du transfert de munitions et d'équipements à l'armée russe (79% d'opposition en novembre 2025). Plus globalement, le rapport montre que, malgré un consensus assez stable régnant quant à l'opposition à l'OTAN et au maintien de la proximité politique avec la Russie, la majorité des Biélorusses interrogés sont favorables à un arrêt immédiat des hostilités et à la tenue de négociations qui établirait une forme de statu quo. Aucun chiffre ne permet réellement d'affirmer que la société biélorusse soit par essence animée par un sentiment belliqueux qui amènerait le gouvernement à accélérer son intégration dans la dynamique guerrière de son voisin.

On se trouve ici face à un premier indicateur incitant Loukachenko à tempérer sa posture de vassalisation à l'égard de Vladimir Poutine. Le président biélorusse a effectivement bien conscience qu'il ne peut aller plus loin que le soutien qu'il fournit déjà à la Russie, du fait de l'état médiocre

des forces armées biélorusses et des réticences structurelles qui résident dans son pays quant à la question d'envoyer des troupes combattre sur un théâtre d'opérations étranger. Envisager ce scénario signifierait pour Loukachenko d'engendrer une dynamique qui serait extrêmement mal perçue en interne et qui fragiliserait encore plus son pouvoir. Selon Ryhor Astapenia, ces réticences sont en partie liées au traumatisme induit par la mobilisation de près de 29 000 soldats biélorusses par l'Armée Rouge dans le cadre de l'invasion de l'Afghanistan en 1979. Durant cette guerre, 732 d'entre eux sont morts et presque autant ont été mutilés, tandis qu'une hausse notoire de la toxicomanie s'est observée en Biélorussie au retour des soldats d'Afghanistan qui ont ramené dans leur pays les addictions à l'opium qu'ils avaient développées sur place. Plus encore que les morts et la drogue, c'est le déshonneur et le sentiment pour l'esprit national biélorusse d'avoir été entraîné dans une guerre qui n'était pas la sienne qui structure ce traumatisme.

Loukachenko est également pleinement conscient que le sentiment anti-guerre est une thématique que l'opposition démocratique s'est fortement appropriée pour discréditer le régime. En appuyant sur le fait que le président biélorusse troque la souveraineté du pays en échange du soutien politique et économique de Moscou, Svetlana Tikhanovskaïa et ses alliés se sont montrés en mesure de mobiliser une frange de la société dans des actions concrètes pour témoigner de cette opposition. Un rapport de mars 2023 publié à l'initiative du Conflict and Civicness Research Group, lié à la London School of Economics, met en lumière les actions de quelques groupes d'opposants dès les premiers mois de la guerre. Certains collectifs ont commis des actes de sabotage contre des installations ferroviaires dans le but de perturber la logistique de l'armée russe. D'autres mènent la lutte sur le terrain numérique. C'est le cas des « Cyber Partisans », un groupe de hackers qui depuis 2022 s'en est pris au système de gestion du trafic ferroviaire biélorusse, à l'agence russe de censure d'internet, ou encore à l'infrastructure informatique de la compagnie civile Aeroflot. Enfin, d'autres Biélorusses quittent le pays en s'engageant aux côtés des Ukrainiens. C'est notamment le cas du régiment Kastus Kalinoŭski, bataillon constitué au début de la guerre ayant notamment combattu les Russes lors de la bataille de Bakhmout. Plus globalement, bien que ces cas puissent apparaître comme marginaux et ne pas être nécessairement représentatifs d'une opposition de masse de la société biélorusse à la guerre, il semble malgré tout important de dire qu'ils ont eu une influence dans le signal envoyé à Loukachenko lui disant de maintenir ses distances avec la stratégie du Kremlin.

#### B. ZAPAD 2025 ET LA DIPLOMATIE DES PRISONNIERS : QUAND LOUKACHENKO OBTIENT DE MOSCOU LA PERMISSION DE SE MONTRER RAISONNABLE :

Deux éléments probants témoignent de cette recherche de modération par le président biélorusse. En premier lieu, l'organisation des exercices Zapad de septembre 2025 qui se sont voulus moins « agressifs » que ceux de 2021, tant dans les scénarios appliqués que dans les moyens mobilisés. Balázs Jarábik, analyste politique au Think-tank Carnegie Endowment for International Peace, rapporte que Minsk a annoncé organiser ses manœuvres loin des frontières des pays de l'OTAN, avec moins de troupes (≈ 7000 contre ≈ 13 000 en 2021), tout en invitant des observateurs

américains à y assister. Le Kyiv Independent, de son côté, rapporte les observations du renseignement lituanien effectuées en Biélorussie et dans l'exclave de Kaliningrad, et qui semblent concorder avec le nombre d'hommes annoncé par Minsk. Le service ukrainien des gardes-frontières assure de son côté que le déploiement de soldats russes supplémentaires (en plus des 2150 déjà présents sur place en juin 2025) dès le mois d'août sur le territoire biélorusse dans le cadre de la préparation des exercices ne constituait pas une menace pour la stabilité des frontières nord de l'Ukraine.

Quand bien même Loukachenko a cherché à se montrer modéré et « conciliant » vis-à-vis des Occidentaux par cette réduction d'effectifs et cette main tendue aux observateurs américains, plusieurs analystes s'accordent malgré tout à dire que cette attitude relève davantage d'une façade adoptée opportunément par le pouvoir biélorusse avec l'aval de Moscou, plutôt que d'une réelle recherche de ménagement des tensions avec les pays de l'OTAN. C'est ce qu'affirment Artyom Shraibman et Uladzimir Zhyhar dans l'article du Kyiv Independent. Selon eux, la Russie ne prévoyait pas d'organiser de nouvelle offensive de masse sur l'Ukraine au moment de la tenue de Zapad 2025 du fait du mauvais état global des forces d'invasion : *« lancer des opérations militaires de grande envergure avant que ces installations de production n'atteignent leur pleine capacité, tout en étant incapable de les protéger contre des frappes de représailles, est irréalisable pour le président russe. »* En d'autres mots, si l'armée russe s'était trouvée en position de force au moment des exercices, et que Poutine avait exigé de Loukachenko une implication plus importante de ses forces armées et de ses infrastructures, rien n'aurait garanti que Minsk adopte ce type de posture modérée. Mais parallèlement, Shraibman soutient également que ces positions révèlent aussi une volonté de la Biélorussie d'exister en tant qu'État souverain disposant d'une marge de manœuvre émancipée des décisions du Kremlin, quand bien même les faits concrets ne permettent pas réellement de dire qu'elle soit effective.

Sur un autre terrain, d'autres manœuvres du gouvernement Loukachenko mettent en lumière la volonté de ce dernier à s'émanciper de l'emprise russe, notamment par l'allègement des sanctions infligées à l'économie biélorusse. Pour envisager cette réduction, le pouvoir biélorusse a entamé depuis novembre 2025 une dynamique de dialogue bilatéral avec l'administration Trump. Considérant qu'un dialogue apaisé avec la Biélorussie puisse être utile dans le cadre d'un éventuel encadrement de négociations entre Kyiv et Moscou, Washington a proposé le marché suivant : la levée d'une part conséquente des sanctions américaines contre les exportations de potasse biélorusse en échange de la libération progressive de nombreux prisonniers politiques arrêtés à la suite des contestations des résultats des élections de 2020. Selon Artyom Shraibman, Loukachenko voit davantage dans cet échange une opportunité nette de sortir de son isolement international que d'éventuelles opportunités économiques qui ne sont de toute façon pas viables du fait de la fermeture des voies d'exportation européennes.

Ainsi, tous les deux ou trois mois, le président biélorusse reçoit l'envoyé spécial américain et procède à des vagues de libérations : au mois de décembre 2025, ce sont 123 prisonniers politiques qui ont retrouvé leur liberté parmi lesquels Viktor Babariko, candidat aux élections de 2020, et le militant des droits de l'homme Alès Bialiatski, ancien Prix Nobel de la paix, tous deux précédés par une autre figure majeure de l'opposition, Sergueï Tikhanovski, qui avait été libéré en juin 2025. L'échange entre Américains et Biélorusses se poursuit jusqu'à aujourd'hui, la dernière rencontre s'étant déroulée au mois de mars et à l'issue de laquelle la Maison Blanche a allégé ses sanctions contre le ministère des Finances biélorusse et deux banques d'État contre la libération de 250 nouveaux prisonniers politiques. L'objectif nouvellement fixé par l'envoyé spécial de Donald Trump vise la libération des quelques 900 prisonniers politiques restants d'ici la fin 2026 en échange de la levée de 80% des sanctions américaines contre Minsk.

Face à ces constats, Shraibman met en opposition les potentiels gains diplomatiques que pourrait tirer Loukachenko de ces libérations avec le risque que pourrait constituer pour lui une reconstitution de l'opposition biélorusse comme avant 2020. Dans sa note pour Carnegie, l'analyste avance que des dissensions se sont fait ressentir, notamment entre la ligne dure de Tikhanovskaïa, alignée avec les Européens et favorable à une issue menant à la chute du régime, et celle des opposants récemment libérés qui appelaient les Européens au moment de leur sortie de prison à adopter la même position que les États-Unis. De plus, le cœur battant de cette opposition se trouve actuellement en exil et ne dispose que de très peu d'influence sur le territoire biélorusse, la majorité de ses membres étant encore derrière les barreaux et la surveillance du régime encore très vivace. Loukachenko est donc en mesure d'entreprendre ce type de manœuvres pour envisager une réduction de son isolement à court et moyen terme, sans pour autant être certain des effets que ces décisions auront dans quelques années si la situation du pays venait à se dégrader pour quelque raison que ce soit.

#### C. FLATTER TRUMP ET RASSURER POUTINE : LA MÉCANIQUE D'UN ÉQUILIBRISTE SOUS CONTRAINTE SOUCIEUX D'ASSURER LA STABILITÉ DE SON RÉGIME :

La suite de l'analyse d'Artyom Shraibman est intéressante car elle permet de mettre en lumière l'élément fondamental qui justifie cette posture conciliante, pour ne pas dire docile, d'Alexandre Loukachenko à l'égard des dirigeants de grandes puissances que sont Donald Trump et Vladimir Poutine : la constante recherche d'un équilibre garantissant à la fois la stabilité de son régime et sa non-intégration complète dans l'accomplissement des objectifs du Kremlin par la construction d'un dialogue diplomatique avec les Américains. Le président biélorusse identifie les points névralgiques du partenaire qu'il veut séduire, le flatte et cherche à lui démontrer une forme de loyauté et de fiabilité en formulant des offres que l'on n'attendait pas nécessairement de lui. Plusieurs applications de cette méthode ont pu être constatées ces dernières années, que ce soit dans le cadre des relations avec la Russie ou avec les États-Unis. Shraibman le résume ainsi : « *Quand la Russie a attaqué la Géorgie en 2008, il a commencé à flirter avec l'Occident. Puis les élections sont venues en 2010 et Loukachenko a réprimé les manifestants. En 2015, les relations avec l'Occident*

*ont recommencé à se normaliser et il a commencé à libérer des prisonniers politiques. C'était après l'annexion de la Crimée. Mais ensuite il y a eu une autre élection en 2020. »*

Face à Vladimir Poutine, dont il sait que le soutien économique et politique est indispensable pour assurer le salut de son économie, le régime de Minsk cherche à se montrer coopératif diplomatiquement et stratégiquement pour s'assurer de ce soutien à long terme. En février dernier, en réaction à l'invitation de Loukachenko au sommet du Conseil de la paix mené par Trump à Washington (auquel la Russie n'a pas été invitée), le SVR russe et Sergueï Lavrov ont conjointement déclaré que « *l'Occident cherche à fomenter un nouveau coup d'État en Biélorussie et que Loukachenko doit être vigilant dans ses relations avec les États-Unis.* » Cet appel implicite incitant la Biélorussie à ne pas croire qu'elle dispose d'un large champ d'action diplomatique a été suivi d'un effet direct de Loukachenko qui a annulé sa visite aux États-Unis et reçu à Minsk des hauts dignitaires politiques proches du Kremlin.

En juin 2023, Loukachenko a eu l'occasion de prouver ce statut d'allié fiable et utile à la Russie en assurant une médiation, dont l'aspect décisif reste encore débattu aujourd'hui, entre Evgueni Prigojine et le FSB dans le cadre de la mutinerie du groupe Wagner. Ce serait donc en partie par ce biais et par la proposition de Loukachenko à ce que lui et ses hommes soient accueillis en Biélorussie pour ne pas subir la répression du Kremlin que le chef de Wagner ait ordonné la retraite de la milice. Pour Poutine et son État-major, cette intervention de Loukachenko était bienvenue car elle leur permettait de conserver un semblant de dignité en ne s'abaissant pas à négocier à statut égal avec le chef d'un groupe de mercenaires dont il ne reconnaissait même pas l'existence quelques mois auparavant. Outre cet épisode parlant, les trois décennies de règne de Loukachenko sont teintées d'appels à la fraternité russo-biélorusse et d'un récit se voulant favorable à l'intégration de son pays dans un ensemble slave unitaire. Un discours qui, mis en comparaison avec les actes concrets, ne s'applique que de façon rhétorique ou dans les phases où la Biélorussie n'a d'autre choix que de s'en remettre au voisin russe, comme c'est le cas depuis 2020. Voyant que cette tactique a très bien fonctionné jusque-là, Loukachenko la met aussi en pratique avec Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche dans le fameux but d'obtenir des concessions sur le poids des sanctions infligées à son économie. Pour preuve, en décembre 2025, dans le cadre d'une interview pour la chaîne Newsmax, le président biélorusse avait tenu à se proposer comme potentiel hôte du dictateur vénézuélien Nicolás Maduro si ce dernier était amené à quitter le pouvoir, tout en soutenant parallèlement la nomination de Trump pour le Prix Nobel de la paix.

Plus globalement, l'observation de ce jeu d'équilibriste permet d'affirmer une chose fondamentale mise en avant par Shraibman : Loukachenko se trouve face à deux vecteurs de stabilité et de sécurité desquels il doit tirer le plus de bénéfices et d'avantages possibles avant que leurs mécanismes ne cessent de fonctionner. Soit par un jeu défavorable des urnes dans le cas des États-Unis avec les prochaines élections de mi-mandat, soit par un épuisement de la tolérance de Poutine du fait d'une approche diplomatique se voulant trop indépendante. Le président biélorusse

doit également veiller à trouver le juste milieu et à toujours se positionner de telle façon que l'un des deux interlocuteurs, qui sont des rivaux structurels, ne se sente pas désavantagé par une concession faite à l'autre.

---

## **Pour conclure :**

### **Une vassalisation choisie autant que subie : la stabilité du régime comme horizon indépassable de la politique étrangère biélorusse**

Au terme de ce panorama relativement large, un constat assez clair peut être établi : les relations entre la Russie et la Biélorussie telles qu'elles se dessinent depuis 2020 ne relèvent ni de l'alliance d'égal à égal, ni de l'annexion pure et simple. Elles constituent davantage une forme originale de « vassalisation consentie », dans laquelle Alexandre Loukachenko et son gouvernement ont sciemment cédé à la Russie des pans entiers de la souveraineté militaire, énergétique et économique de la Biélorussie dans l'unique but d'assurer leur survie politique. Les exercices conjoints de mai 2026, avec lesquels nous avons ouvert cette analyse, illustrent mieux que tout autre événement récent le niveau de cette intégration : des missiles biélorusses armés d'ogives russes, des chaînes de commandement enchevêtrées, ainsi qu'un suivi conjoint des opérations par deux présidents supervisant par visioconférence une démonstration de force dont la finalité stratégique demeure délibérément opaque.

Mais comme il a aussi été possible de le vérifier au fil de ce récit, cette image d'absorption totale de la Biélorussie vis-à-vis de la Russie mérite qu'on lui apporte de la nuance. Loukachenko ne peut effectivement être complètement réduit à un rôle de « pantin », mais davantage à celui d'un survivant manœuvrant de façon périlleuse dans un espace de contraintes très réduit. Le refus constant d'engager des troupes en Ukraine, la médiation lors de la mutinerie de Prigojine, la modération affichée lors de Zapad 2025, ou l'amorce d'un dialogue avec l'administration Trump sont autant d'indicateurs venant d'un régime cherchant à desserrer la laisse vitale le liant à Moscou tout en veillant à ne pas la couper. Cette marge de manœuvre est réelle tout en étant extrêmement fragile car son avenir dépend de la finalité de trois tournants sur lesquels Loukachenko n'a aucune influence concrète : la trajectoire de la guerre en Ukraine, le maintien de la coopération de la Maison Blanche dans ce dossier secondaire pour elle, et la tolérance du Kremlin vis-à-vis de cette stratégie diplomatique se voulant indépendante.

Ce qui rend la situation diplomatique de Minsk particulièrement périlleuse, c'est précisément sa nature très paradoxale. Alexandre Loukachenko a assuré sa survie politique en 2020 grâce à l'action de Moscou tout en étant conscient que ce sauvetage allait engendrer une dépendance pouvant potentiellement menacer à terme la viabilité de son régime. En effet, si l'armée russe venait à sortir victorieuse de sa guerre en Ukraine, le Kremlin n'aurait plus vraiment d'intérêt à ménager son allié et pourrait exiger une intégration encore plus profonde. Dans le cas inverse, une Russie affaiblie pourrait ne plus être en mesure d'assumer les subventions énergétiques et les transferts fiscaux sur lesquels repose une proportion importante de l'économie biélorusse. Dans les deux cas, il est impossible pour le régime biélorusse d'anticiper la continuité sur le long terme de cette coopération très rapprochée. C'est ce que le chercheur Dzmitry Kruk résume par une métaphore assez évocatrice : « *une situation apparemment favorable pourrait en fin de compte être le présage d'une tempête macroéconomique.* »

La Biélorussie se trouve ainsi à la croisée de deux logiques contradictoires : celle d'un régime qui a besoin de la Russie pour survivre, et celle d'un pays dont la société, comme le démontrent les sondages réalisés par Chatham House, n'a pas choisi cette intégration. C'est peut-être là que réside la plus grande fragilité du système biélorusse, non pas dans les exercices nucléaires ou les dépendances énergétiques, mais dans cette fracture persistante entre un régime qui s'est vendu et une société civile qui ne s'est pas rendue.

---

## **Bibliographie indicative**

### **Sources académiques**

- Astapenia (R.), « *Transforming Belarus from a Russian asset to a buffer state for European security. How the West should engage with Minsk* », Chatham House Research Paper, (2026).
- Lien : <https://www.chathamhouse.org/2026/01/transforming-belarus-russian-asset-buffer-state-european-security>
  
- Astapenia (R.), « *Belarusians' views on the war, and on domestic and foreign policy* », Chatham House Research Paper, (2025).
- Lien : <https://en.belaruspolls.org/narratives-1>
  
- Biziukova (V.) & Bystryk (A.), « *The Belarusian Democratic Movement and Russia's War on Ukraine* », PeaceRep – Peace and Conflict Resolution Evidence Platform / LSE Conflict and Civiness Research Group, University of Edinburgh, (2023).
- Lien : <https://peacerep.org/wp-content/uploads/2023/04/Belarus-Report-1.pdf>
  
- Jarábik (B.), « *Belarus at the Border: The Limits of Reengagement* », Carnegie Politika, (2025).
- Lien : <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2025/12/belarus-political-perspectives>
  
- Kruk (D.), « *Belarus's Progressing Dependence on Russia and Its Implications* », BEROC, (2024).
- Lien : <https://freepolicybriefs.org/2024/10/21/economic-dependence/>
  
- Lallemand (J-C.), « *Guerre et paix commerciales avec la Russie* », Le Courrier des pays de l'Est, (2008).
- Lien : [https://shs.cairn.info/article/CPE\\_077\\_0049?lang=fr&ID\\_ARTICLE=CPE\\_077\\_0049](https://shs.cairn.info/article/CPE_077_0049?lang=fr&ID_ARTICLE=CPE_077_0049)
  
- Lioubakova (H.), « *Minsk in Moscow's Grip: How Russia subjugated Belarus without annexation* », Atlantic Council - Eurasia Center, (2025).
- Lien : <https://www.atlanticcouncil.org/content-series/russia-tomorrow/minsk-in-moscows-grip-how-russia-subjugated-belarus-without-annexation/>
  
- Makarchuk (E.), « *Alternative energy supplies to Belarus: How realistic is diversification from Russia ?* », iSANS, (2026).
- Lien : <https://isans.org/energy-sector/belarus-dependence-on-russia-in-the-energy-sector.html>
  
- MAPPES (G.), Shymkiv (K.), Hird (K.), « *Russian Offensive Campaign Assessment* », ISW, (2026).
- Lien : <https://understandingwar.org/research/russia-ukraine/russian-offensive-campaign-assessment-may-20-2026/>
  
- Povdig (P.), « *Russia - Belarus non-strategic nuclear exercise* », Russian Strategic Nuclear Forces blog, (2026).
- Lien : [https://russianforces.org/blog/2026/05/russia-belarus\\_non-strategic\\_n.shtml](https://russianforces.org/blog/2026/05/russia-belarus_non-strategic_n.shtml)
  
- Rącz (A.), « *Becoming a Military District. Deepening military cooperation between Russia and Belarus* », EUISS Brief, (2022).
- Lien : <https://www.iss.europa.eu/publications/briefs/becoming-military-district>
  
- Shraibman (A.), « *Lukashenko's Seventh Term Will Be His Least Predictable Yet* », Carnegie Politika, (2025).
- Lien : <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2025/01/belarus-elections-results>
  
- Shraibman (A.), « *What Will the Latest U.S.-Belarusian Concessions Change ?* », Carnegie Politika, (2025).
- Lien : <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2025/12/belarus-usa-political-tactics>
  
- Shraibman (A.), « *Lukashenko's Bromance With Trump Has a Sell-By Date* », Carnegie Politika, (2026).
- Lien : <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2026/03/belarus-us-political-dialog>

- Yeryoma (M.), « *As Russia-Belarus Zapad military exercises begin, here's everything you need to know* », Kyiv Independent (2025).
- Lien : <https://kyivindependent.com/everything-you-need-to-know-about-russia-belarus-zapad-2025-military-drills-set-for-september/>

### Sources journalistiques

- Kyiv Post : « *Ukraine's Belarusian Legionnaires – Fighting for Freedom, No Way to Go Home* », (26 janvier 2024).
- Lien : <https://www.kyivpost.com/post/27153>
- Associated Press : « *Missiles capable of carrying nuclear warheads have entered active service, Moscow says* », (30 décembre 2025).
- Lien : <https://apnews.com/article/russia-ukraine-war-oreshnik-missile-6909901499c9f45b4b89dad167becda8>
- Al Jazeera : « *Putin and Lukashenko monitor joint Russia-Belarus nuclear exercises* », (21 mai 2026).
- Lien : <https://www.aljazeera.com/news/2026/5/21/putin-and-lukashenko-monitor-joint-russia-belarus-nuclear-exercises>
- DefenseNews : « *Russia launches unannounced nuclear exercise, including Belarusian launch sites* », (20 mai 2026).
- Lien : <https://www.defensenews.com/global/europe/2026/05/20/russia-launches-unannounced-nuclear-exercise-including-belarusian-launch-sites/>
- Washington Post : « *Russia conducts land, sea and air nuclear exercises, including ally Belarus* », (21 mai 2026).
- Lien : [https://www.washingtonpost.com/world/2026/05/21/russia-nuclear-drill-belarus-ukraine/48ed3ffa-5515-11f1-9c40-7a0a12d9e745\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/2026/05/21/russia-nuclear-drill-belarus-ukraine/48ed3ffa-5515-11f1-9c40-7a0a12d9e745_story.html)
- Reuters : « *Lukashenko says Belarus will not be dragged into Ukraine war but will defend itself with Russia* », (21 mai 2026).
- Lien : <https://www.reuters.com/world/europe/lukashenko-says-belarus-will-not-be-dragged-into-ukraine-war-will-defend-itself-2026-05-21/>

### Sources d'investigation

- Belarusian Investigative Center (BIC) : « *Belarusian companies doubled supplies to Russia's military industry in two years* », (2026).
- Lien : <https://reform.news/en/bic-belarusian-companies-doubled-supplies-to-russian-arms-manufacturers-over-two-years>
- Mortis Æterna (canal Telegram) : images satellitaires sur la réparation de véhicules blindés dans les usines biélorusses, relayées par Militarnyi.com.